

# **SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19**

*Données pour le département : "Côtes-d'Armor"*



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



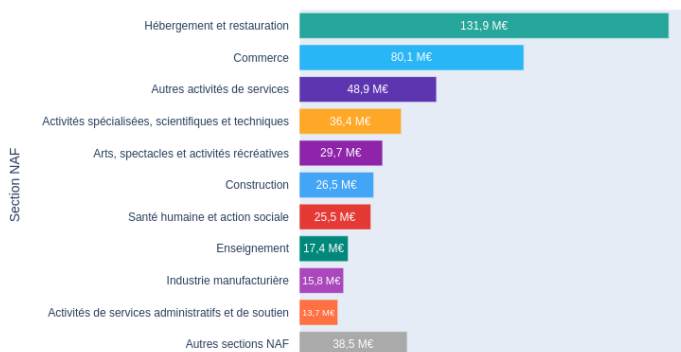
Montant total : 12 368 282 281 euros

Nombre d'aides : 6 466 537

Nombre d'entreprises : 1 913 600

## Niveau Régional : Bretagne

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 464 372 737 euros

Nombre d'aides : 237 076

Nombre d'entreprises : 77 430

## Niveau Départemental : Côtes-d'Armor

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 79 448 158 euros

Nombre d'aides : 40 914

Nombre d'entreprises : 13 392



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.  
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.  
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 130 040 705 574 euros

Nombre de prêts : 638 034

## Niveau Régional : Bretagne

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)

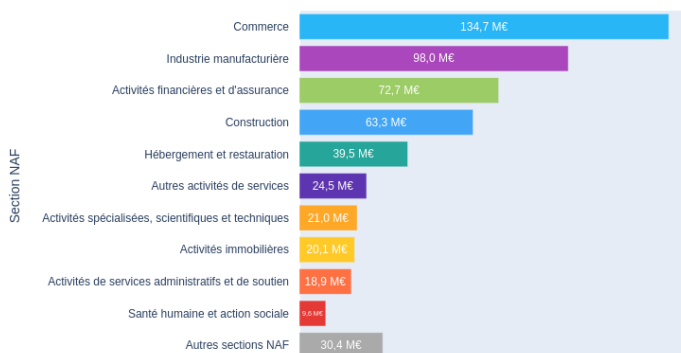


Montant total : 4 694 500 581 euros

Nombre de prêts : 25 070

## Niveau Départemental : Côtes-d'Armor

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 532 846 909 euros

Nombre de prêts : 4 133



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 199 614 200 euros

Nombre de reports : 96 694

## Niveau Régional : Bretagne

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 113 353 952 euros

Nombre de reports : 3 679

## Niveau Départemental : Côtes-d'Armor

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 14 939 187 euros

Nombre de reports : 588



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

## Niveau Régional : Bretagne

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 62 036 942 euros

Nombre d'aides : 69 511

## Niveau Départemental : Côtes-d'Armor

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 12 091 429 euros

Nombre d'aides : 13 477



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

## Niveau National

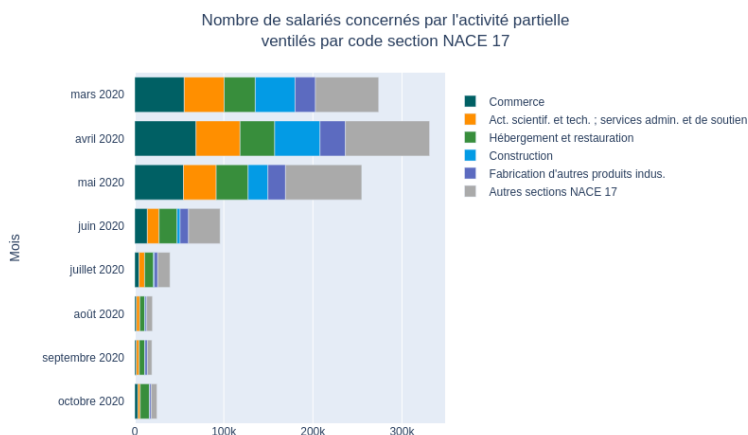


Nombre de demandes : 189 455

Nombre de salariés : 936 960

Heures demandées : 49 649 310

## Niveau Régional : Bretagne



Nombre de demandes : 6 670

Nombre de salariés : 26 705

Heures demandées : 1 023 650